

dans le cadre de la régulation, il émet, après consultation des parties prenantes et en étroite coopération avec la Commission, des lignes directrices sur des approches communes à suivre par les autorités de régulation nationales pour répondre à la demande transnationale constatée, y compris le cas échéant lorsqu'elles imposent des mesures correctrices au titre de l'article 66. Les autorités de régulation nationales tiennent le plus grand compte de ces lignes directrices dans l'accomplissement de leurs tâches de régulation dans leur juridiction.

2. Sur la base des lignes directrices de l'ORECE visées au paragraphe 1, la Commission peut adopter une décision en vertu de l'article 38 afin d'harmoniser les spécifications techniques des produits d'accès de gros capables de satisfaire cette demande transnationale constatée, lorsqu'ils sont imposés par des autorités de régulation nationales à des opérateurs désignés comme puissants sur des marchés, tels que définis en tenant compte des circonstances nationales, où de tels produits d'accès sont fournis. L'article 38, paragraphe 3, point a), second alinéa, premier tiret, ne s'applique pas dans une telle situation.

↓ 2002/21/CE

Article ~~46~~ 65

Procédure d'analyse de marché

↓ 2009/140/CE Art. 1.18(a)
(adapté)
⇒ nouveau

1. Les autorités ~~réglementaires~~ ☒ de régulation ☒ nationales

~~effectuent une analyse des marchés pertinents en prenant en considération les marchés recensés dans la recommandation et en tenant le plus grand compte des lignes directrices~~
⇒ déterminent si un marché pertinent défini conformément à l'article 62, paragraphe 3, peut être tel qu'il justifie l'imposition des obligations au titre de la régulation prévues dans la présente directive ⇐ . Les États membres veillent à ce que ~~cette~~ ☒ 'une ☒ analyse soit effectuée, le cas échéant, en coopération avec les autorités nationales chargées de la concurrence. ⇒ Les autorités de régulation nationales tiennent le plus grand compte des lignes directrices sur la PSM et suivent les procédures visées aux articles 23 et 32 lorsqu'elles procèdent à cette analyse. ⇐

↓ nouveau

Un marché peut être tel qu'il justifie l'imposition d'obligations au titre de la régulation prévues dans la présente directive si les trois critères suivants sont remplis de manière cumulative:

- a) des obstacles structurels, juridiques ou réglementaires élevés et non provisoires à l'entrée sont présents;
- b) la structure du marché ne présage pas d'évolution vers une concurrence effective au cours de la période visée, compte tenu de la situation de la concurrence fondée sur les infrastructures et d'autres facteurs influant sur la concurrence, indépendamment des obstacles à l'entrée;

c) le droit de la concurrence ne permet pas de remédier à lui seul aux défaillances du marché constatées.

Lorsqu'une autorité de régulation nationale procède à une analyse d'un marché figurant dans la recommandation, elle considère qu'il a été satisfait aux points a), b) et c) du deuxième alinéa, à moins qu'elle ne détermine qu'un ou plusieurs de ces critères ne sont pas remplis dans les circonstances nationales spécifiques.

↓ 2009/140/CE Art. 1.18(a)

~~2. Lorsque, conformément à l'article 17, paragraphe 3 ou 4, de la directive 2002/22/CE (directive «service universel») ou à l'article 8 de la directive 2002/19/CE (directive «accès»), l'autorité réglementaire nationale est tenue de se prononcer sur l'imposition, le maintien, la modification ou la suppression d'obligations à la charge des entreprises, elle détermine, sur la base de son analyse de marché visée au paragraphe 1 du présent article, si un marché pertinent est effectivement concurrentiel.~~

⇓ nouveau

2. Lorsqu'une autorité de régulation nationale procède à l'analyse exigée au paragraphe 1, elle examine les évolutions dans une perspective d'avenir en l'absence de régulation imposée sur la base du présent article sur ledit marché pertinent, et en tenant compte:

a) de l'existence d'évolutions du marché pouvant augmenter la probabilité que le marché pertinent évolue vers une concurrence effective, telles que les accords d'accès ou les accords de co-investissement commerciaux entre opérateurs qui favorisent durablement la dynamique de concurrence;

b) de toutes les pressions concurrentielles pertinentes, y compris au niveau de détail, que ces pressions soient censées résulter de réseaux de communications électroniques, de services de communications électroniques ou d'autres types de services ou d'applications qui soient comparables du point de vue de l'utilisateur final, et que ces pressions relèvent ou non du marché pertinent;

d) d'autres types de régulation ou de mesures imposées et affectant le marché pertinent ou des marchés de détail connexes tout au long de la période considérée, notamment, sans limitation, des obligations imposées en application des articles 44, 58 et 59; et

d) de la régulation imposée sur d'autres marchés pertinents sur la base du présent article.

↓ 2002/21/CE (adapté)

⇒ nouveau

3. Lorsqu'une autorité ~~réglementaire~~ ☒ de régulation ☒ nationale conclut ⇒ qu'un marché pertinent n'est pas tel qu'il justifie l'imposition d'obligations en matière de régulation selon la procédure prévue aux paragraphes 1 et 2 du présent article, ou lorsque les conditions prévues au paragraphe 4 du présent article ne sont pas remplies, ⇐ ~~que le marché est effectivement concurrentiel~~, elle n'impose ni ne maintient ☒ aucune obligation spécifique en matière de régulation au titre de l'article 66 ☒ ~~l'une quelconque des obligations réglementaires spécifiques visées au paragraphe 2~~. Dans les cas où des obligations réglementaires sectorielles ☒ en matière de régulation sont déjà imposées au titre de l'article 66 ☒ ~~s'appliquent déjà~~, elle supprime ces obligations pour les entreprises sur ce marché pertinent. ~~Les parties concernées par cette suppression d'obligations en sont averties dans un délai approprié.~~

↓ nouveau

Les autorités de régulation nationales veillent à ce que les parties concernées par cette suppression d'obligations bénéficient d'une période de préavis appropriée, établie en recherchant un équilibre entre la nécessité d'assurer une transition viable pour les bénéficiaires de ces obligations et les utilisateurs finaux, le choix des utilisateurs finaux, et la nécessité de ne pas maintenir la régulation plus longtemps que nécessaire. Lorsqu'elles fixent la durée de ce préavis, les autorités de régulation nationales peuvent fixer des conditions et des préavis spécifiques en ce qui concerne les accords existants en matière d'accès.

↓ 2009/140/CE Art. 1.18(b)
(adapté)

⇒ nouveau

4. Lorsqu'une autorité réglementaire ☒ de régulation ☒ nationale détermine ~~qu'~~ ☒ que, sur ☒ un marché pertinent ~~n'est pas effectivement concurrentiel~~, ⇒ l'imposition d'obligations au titre de la régulation conformément aux paragraphes 1 et 2 du présent article est justifiée, ⇐ elle identifie les entreprises qui, individuellement ou conjointement ~~avec d'autres~~, sont puissantes sur ce marché ☒ pertinent ☒ conformément à l'article ~~14~~ 61. Il l'autorité réglementaire ☒ de régulation ☒ nationale impose aussi à ces entreprises les obligations réglementaires spécifiques appropriées ☒ en matière de régulation ☒ visées au ~~paragraphe 2 du présent article~~ ☒ au titre de l'article 66, ☒ ou maintient ou modifie ces obligations si elles sont déjà appliquées ⇒ , si elle considère qu'un ou plusieurs marchés de détail ne seraient pas effectivement concurrentiels en l'absence desdites obligations ⇐ .

56. Les mesures prises conformément aux paragraphes 3 et 4 sont soumises aux procédures ~~prévues~~ ☒ visées ☒ aux articles ~~623~~ et ~~732~~. Les autorités réglementaires ☒ de régulation ☒ nationales effectuent une analyse du marché pertinent et notifient le projet de mesure correspondant conformément à l'article ~~327~~:

- a) dans les ~~trois~~ ⇒ cinq ⇐ ans suivant l'adoption d'une précédente mesure ⇒ dans laquelle l'autorité de régulation nationale a défini le marché pertinent et a déterminé quelles entreprises sont puissantes sur le marché ⇐ ~~concernant ce marché~~. Ce délai peut ~~toutefois~~, à titre exceptionnel, être prolongé ~~jusqu'à trois~~ ⇒ d'un ⇐ ans ~~supplémentaires~~ ⇒ au maximum ⇐ lorsque l'autorité réglementaire ☒ de régulation ☒ nationale a notifié à la Commission une proposition motivée de prolongation ⇒ , au plus tard quatre mois avant l'expiration de la période de cinq ans, ⇐ et que ~~cette dernière~~ ☒ la Commission ☒ n'y a pas opposé d'objection dans le mois suivant la notification;
- b) dans les deux ans suivant l'adoption d'une recommandation révisée sur les marchés pertinents pour les marchés qui n'ont pas été préalablement notifiés à la Commission; ou
- c) dans les ~~deux~~ ⇒ trois ⇐ ans suivant leur adhésion pour les États membres qui ont récemment rejoint l'Union.

↓ 2009/140/CE Art. 1.18(c)
(adapté)
⇒ nouveau

~~76~~. Lorsqu'une autorité réglementaire ☒ de régulation ☒ nationale ⇒ considère qu'elle ne peut achever ou qu'elle ⇐ n'a pas achevé son analyse du marché pertinent recensé dans la recommandation dans le délai fixé au paragraphe 6, l'ORECE fournit sur demande une assistance à l'autorité réglementaire ☒ de régulation ☒ nationale concernée, en vue d'achever l'analyse du marché pertinent et des obligations spécifiques à imposer. Avec cette assistance, l'autorité réglementaire ☒ de régulation ☒ nationale concernée notifie le projet de mesure à la Commission dans les six mois ☒ de la date limite prévue au paragraphe 5 ☒, conformément à l'article ~~73~~2.

↓ 2002/19/CE Art. 8 (adapté)
→₁ 2009/140/CE Art. 2.6(a)
→₂ 2009/140/CE Art. 2.6(b)
⇒ nouveau

CHAPITRE IV

☒ MESURES CORRECTRICES EN MATIÈRE D'ACCÈS ET PUISSANCE SUR LE MARCHÉ ☒

Article ~~8~~66

Imposition, modification ou suppression des obligations

1. Les États membres veillent à ce que les autorités réglementaires ☒ de régulation ☒ nationales soient habilitées à imposer les obligations visées aux →₁ articles ~~96~~7 à ~~13 bis~~78 ←.

2. Lorsqu'à la suite d'une analyse du marché effectuée conformément à l'article ~~16~~ 65 de la présente directive, ~~2002/21/CE (directive «cadre»)~~ un opérateur est désigné comme disposant d'une puissance significative ☒ puissant ☒ sur un marché donné, les autorités réglementaires ☒ de régulation ☒ nationales ⇒ doivent être en mesure de ⇐ lui imposer ⇒ tout ou partie des ⇐ les obligations énumérées aux articles ~~9~~ 67 à ~~13~~ 75 et à l'article 77 de la présente directive, selon le cas.

3. Sans préjudice:

- des dispositions →₂ des ~~1~~ articles 59~~5~~, paragraphe 1 et de l'article ~~6~~ 60 ←,
- des dispositions des articles ~~12~~ 44 et ~~13~~ 17 de la présente directive ~~2002/21/CE (directive «cadre»)~~, de la condition 7 à la section B D de l'annexe I de la directive ~~2002/20/CE (directive «autorisation»)~~ appliquée en vertu de l'article ~~6~~ 13, paragraphe 1, de ladite ☒ la présente ☒ directive, et des articles ~~27~~, ~~28~~ 91 et ~~30~~ 99 de la présente directive ~~2002/22/CE (directive «service universel»)~~ et des dispositions pertinentes de la →₂ directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques